



Communiqué des unions départementales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, UNSA des Bouches-du-Rhône

Pour le droit des femmes

Rassemblement à Marseille Jeudi 8 Mars à 18 heures au Vieux Port

Les femmes sont les premières touchées par une crise sociale et économique sans précédent.

Les mesures d'austérité prises par le gouvernement, prônées par les institutions internationales (UE, FMI, BCE) aggravent particulièrement la situation des plus faibles, des plus démunies, majoritairement des femmes : mères élevant seules leurs enfants, femmes migrantes sans papiers, femmes en situation économique précaire subissant un temps partiel imposé, femmes touchant un salaire de 25% inférieur à celui de leur collègue de travail homme, à qualification égale, femmes retraitées ayant une pension amputée par une carrière discontinuée liée à la prise en charge des enfants, au chômage.

Les secteurs où les femmes sont majoritaires (aide à la personne, nettoyage, vente, commerce, éducation, petite enfance...) ont perdu énormément d'emplois et le taux de chômage des femmes augmente. Les attaques contre les services publics (santé école, petite enfance ...) sont des facteurs aggravant de ces inégalités.

Les droits des femmes chèrement acquis sont menacés : les attaques contre le Planning familial, la disparition des centres IVG remet de fait en cause le droit à disposer de son corps, la fermeture des maternités accroît les inégalités sociales y compris pour mettre au monde un enfant. Les violences que les femmes subissent parce qu'elles sont femmes s'aggravent.

Ces mesures d'austérité, le retour d'un ordre moral que l'on croyait révolu font reculer les droits sociaux des femmes, accentuent leur précarité et aggravent les inégalités entre les hommes et les femmes.

En ce 8 mars 2012, les organisations syndicales du département appellent à la mobilisation les jeunes, les salariés, les privés d'emplois, les retraités, hommes et femmes, pour l'égalité des droits, l'égalité réelle dans l'entreprise, dans les services, dans la société.

Elles revendiquent la priorité au bien-être social, la disparition des discriminations sexistes, une égalité de salaire et de traitement, le droit à l'éducation et à la formation pour toutes et tous, la prise en compte du nombre d'enfants pour le calcul des retraites.

Elles se battent pour une société où hommes et femmes, seront également considérés dans leur travail, dans leurs activités quotidiennes, une société bannissant toutes les discriminations, une société régie par les principes d'égalité et de solidarité.